

22 mars

Un cran a été franchi dans la mobilisation des travailleurs avec leurs organisations contre ce gouvernement

Pages 2 et 3



Photo JO

Dans la manifestation du 22 mars à Paris.

24 MARS: réunion du comité national de résistance et de reconquête

Le compte rendu
et le relevé de décisions

Pages 4 et 5

LA VIE DU PARTI

Déclaration du bureau national
du POI (25 mars)

Page 8

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

État espagnol :

Arrêt de la répression !

Levée des procédures judiciaires !

Libération des prisonniers politiques !

Levée de l'article 155 !

Page 11



Dans le cortège de la manifestation du 22 mars à Paris.

Marie Stagliano

C'est un silence partagé par tous les médias qui s'abat soudain sur le pays, au lendemain de la journée de grève et de manifestations du 22 mars.

Curieusement, après cette puissante mobilisation, il semblerait qu'il faille faire disparaître ce qui s'est produit.

Faire passer à la trappe ce qui, au dire de tous, a été une mobilisation plus forte que celle du 10 octobre dernier dans la fonction publique, plus importante que celle de la rentrée 2017 contre les ordonnances sur la loi travail.

Une fois le 22 mars passé, il faut effacer les cortèges massifs dans toute la France où par centaines de milliers, toutes catégories de fonctionnaires confondus, cheminots, retraités, rejoints par les lycéens et les étudiants, ont battu le pavé pour exprimer leur colère et leur refus des plans destructeurs du gouvernement. Effacer la mobilisation inattendue des cheminots avec un taux de grévistes officiel de plus de 35 %, où nombre de cadres ont refusé de suppléer les conducteurs en grève. Et le succès de la manifestation à Paris qui a convergé avec le cortège de la fonction publique.

Qu'importe ! Pour *Le Figaro* : « Les syndicats peinent à mobiliser », « le succès n'a pas été au rendez-vous », et *Le Parisien* affiche à la une : « Ça ne prend pas. » Tromper, car il s'est bien passé quelque chose le 22 mars, qui inquiète en haut lieu.

Le journal patronal *Les Échos* avertit : « Cette mobilisation change quelque peu la donne. À l'approche des grèves perlées du printemps, elle fait soudain resurgir le spectre de l'hiver 1995. Ceux qui doutaient de la combativité des soldats du rail ont la réponse : elle est intacte. Et, avec elle, c'est le rapport des forces dans l'opinion qui risque de basculer. »

Porte-parole d'un gouvernement en apparence ni impressionné ni perturbé, Benjamin Grivaux clame : « Nous sommes autrement déterminés » et « le rythme des projets de loi pour les prochaines semaines montre que nous ne faiblissons pas et que nous ne mollissons pas ».

Mais cette assurance de façade ne réussit pas à masquer l'extrême fragilité du gouvernement qui dresse contre lui toutes les couches de la population, pressé par la classe dont il sert les intérêts : « Dans le bras de fer qui s'annonce, le gouvernement ne doit donc en aucun cas plier devant les syndicats », lance *Le Figaro*.

Et *Le Parisien* interroge : « Jusqu'où la majorité pourra-t-elle tenir sur cette ligne dure si le conflit venait à s'éterniser et à s'envenimer avec les syndicats ? »

Une vive inquiétude sourd de cette situation. Pour le gouvernement, il faut chercher à éviter le choc frontal.

Il s'est bien passé quelque chose le 22 mars, qui inquiète en haut lieu.

Alors la ministre du Travail, elle qui, hier, a été à la commande de la loi contre le Code du travail, aujourd'hui, à celle de nouvelles contre-réformes, affirme qu'il faut parfois « bousculer les corps intermédiaires » au nom de l'« intérêt général ». Elle appelle de ses vœux « la transformation du syndicalisme », un « grand défi pour la France », prônant « une approche négociée, régulée, plus ouverte » avec les syndicats.

De leur côté, les travailleurs, eux, cherchent la forme et les moyens pour se rassembler et résister. Et c'est tout naturellement qu'une discussion se mène entre militants qui ont construit les assemblées générales, la grève, les manifestations du 22 mars.

Comment faire céder Macron ? Que faire maintenant pour bloquer efficacement la marche forcée à la destruction de toutes les conquêtes arrachées ?

Avec une claire conscience, celle que la solution à ces questions est indissociable du combat permanent pour que les organisations syndicales campent résolument sur le terrain qui les a vues naître, celui de la lutte de classe pour la défense des intérêts des exploités, et non sur celui de l'« intérêt général » qui ne sert que patrons et spéculateurs. Signe de l'état d'esprit général : 74 % de la population considèrent « injuste » la politique de Macron. ■

FR

Daniel Shapira

Décidément, les dimanches sont une source d'inspiration pour Benoît Hamon. Le dimanche 18 mars, il s'en était pris violemment dans *Le Journal du dimanche* à Jean-Luc Mélenchon, accusé d'une « stratégie solitaire ». Cette déclaration avait été le ferment d'une déclaration unitaire publiée quelques jours plus tard par toute une série d'organisations politiques d'appel au 22 mars.

Dans *Le Monde* du 21 mars, Hamon y déclare d'ailleurs : « Il y a une unité syndicale, il doit y avoir une unité politique. »

Quelle « unité politique » ?

Le dimanche 25 mars, Hamon, sur FR3, a de nouveau interpellé Mélenchon en déclarant : « Je vais lui proposer, à Jean-Luc, à Olivier Besancenot, à Pierre Laurent, que plutôt que de nous retrouver dans les manifestations, d'aller dans ces petites villes où on ne voit pas beaucoup les grands dirigeants politiques de la gauche. Je vais leur proposer que nous allions dans ces villes moyennes où les inégalités se creusent, que nous allions dans des territoires partout en France où les services publics sont en train de disparaître. »

Là, c'est le pompon !

Qui a fermé depuis des années des milliers de bureaux de poste, en particulier dans ces « villes moyennes » ? Qui a fermé des dizaines de centres des Finances publiques ? Qui a asphyxié, de milliards d'euros donnés aux patrons avec le CICE, les communes par l'intermédiaire du Pacte de responsabilité poussant ces collectivités locales à la liquidation de services publics dans tous les « territoires » ?

Qui sinon le gouvernement Hollande, dans la continuité de Sarkozy, gouvernement dont a été membre Benoît Hamon de juin 2012 à août 2014 ?

Décidément, l'amnésie est une maladie assez répandue. Quant à la défense de la SNCF, parlons-en. Les contre-réformes successives contre la SNCF, dont la loi de 2014 du gouvernement Hollande-Hamon contre laquelle les cheminots avaient massivement fait grève, ont toutes pour source les directives européennes successives. Ces directives ont fait partie de quatre « paquets ferroviaires » qui ont ouvert à la concurrence d'abord le fret puis le transport de voyageurs. Ces paquets ferroviaires, proposés par la Commission européenne, ont été avant adoption votés par les députés européens (dont le groupe socialiste dont a été membre Benoît Hamon, puis un des ses principaux adjoints, Guillaume Balas). Et ils ont été adoptés par les Conseils des ministres européens des Transports. Faut-il rappeler que Jean-Claude Gayssot, ministre PCF des Transports de Jospin, de 1997 à 2002, a donc voté le premier paquet ferroviaire (en 2001) qui a ouvert la première salve de directives d'ouverture à la concurrence, c'est-à-dire à la privatisation ?

Et il faudrait une « unité politique » de tous ceux qui ont été aux manettes des décisions de destruction des services publics ?

Mais c'est précisément cette « unité politique » qui a été massivement rejetée lors des élections présidentielle et législatives de 2017, lorsque 7 millions d'électeurs rejetant les vieux partis PS et PCF, coorganisateurs pendant des années des privatisations, ont voté pour La France insoumise.

Qui peut croire à la viabilité des tentatives de reconstitution d'une telle « unité politique » ? ■

SNCF Les assemblées décideront souverainement

Le 22 mars, les cheminots étaient appelés par leurs fédérations CGT, SUD, FO, CFDT et Unsa à monter à Paris pour une manifestation nationale de défense du statut de cheminot et pour l'unicité de la SNCF.

Cette manifestation, après la parution du rapport Spinetta dont *IO* a déjà publié les principaux axes et qui propose, dans la continuité de la réforme ferroviaire de 2014, le démantèlement de la SNCF et la fin programmée du statut, est apparue aux cheminots y compris non syndiqués comme un appel d'air.

Dans ce mouvement, les cheminots ont massivement fait grève (37,7 % selon la direction, dont de nombreux cadres) et ont participé à cette manifestation nationale à 25 000 de tout le pays, avec aussi des participations importantes en province aux manifestations des fonctionnaires.

La direction de la SNCF avait organisé dans certaines régions un sabotage misérable en annulant des trains qui auraient pu circuler, pour amoindrir cette manifestation nationale.

Les cheminots, qu'ils soient de Tours, Terngier, Lille, de la région parisienne, de Bretagne, etc., disent tous une chose : « Il faut le retrait du rapport Spinetta et de vraies négociations » ; « le conflit va être long et dur ». Tous disent : « Les assemblées générales appelées sur tout le réseau par les fédérations le 3 avril vont être massives. »

Elles décideront souverainement de la suite, pour faire reculer ce gouvernement Macron-Philippe. Les cheminots ont rejoint à Paris le cortège des fonctionnaires comme en province



Photo *IO*
L'assemblée générale des cheminots de Saint-Lazare, le 22 mars à Paris.

vince parce que, comme le dit un responsable CGT : « *Le tous ensemble est nécessaire, toutes les couches de la population sont en droit de légitime défense face à ce gouvernement le plus réactionnaire.* »

Ou ce responsable CGT prenant la parole à l'issue d'une manifestation en province : « *Camarades, aujourd'hui n'est qu'une étape de mobilisation qui doit enclencher le mou-*

vement général que nous essayons de construire depuis des mois voire des années.

C'est tous ensemble, salariés du privé, du public, privés d'emploi, étudiants, retraités, que nous pouvons briser cette spirale qui nous pousse chaque jour un peu plus vers le bas (...). Avec détermination, nous pouvons gagner, nous pouvons les faire plier ! »

Correspondant ■

Le rapport de force s'organise dans les hôpitaux

Louis Thesse

Comme dans l'ensemble de la fonction publique, la grève et la mobilisation du 22 mars ont été très suivies dans tous les établissements hospitaliers et dans les Ehpad.

Dans ce contexte, face à la baisse des budgets et aux remises en cause imposées par les ARS aux hôpitaux, plusieurs assemblées générales ont déjà décidé la grève dans certains services des urgences, comme au hôpitaux universitaires de Strasbourg, ou dans plusieurs services comme au CHU de Rouen, à l'hôpital de Vesoul, au centre hospitalier de Langres,

à l'hôpital psychiatrique de Sainte-Gemmes-sur-Loire et au Vinatier à Bron.

Au CHU d'Angers, à l'issue de la manifestation du 22 mars, 350 agents se sont réunis avec les syndicats FO, CGT et SUD. Ils ont voté la grève reconductible les 29 et 30 mars et ont envahi la direction pour exiger la satisfaction de leurs revendications.

Le lundi 26 mars, derrière une banderole « *L'Agence régionale de santé tue l'hôpital universitaire* », plus d'une centaine de personnes se sont rassemblées devant l'ARS, à l'appel d'un collectif de médecins hospitaliers, pour protester contre les mesures d'économies imposées aux hôpitaux universitaires de Strasbourg.

Les hospitaliers sentent que les choses sont en train de s'accélérer et qu'il faut partout s'y préparer, au moment même où Darmanin-Dussopt s'attaquent au statut de la fonction publique et où Buzyn entend faire passer sa « stratégie de transformation du système de santé » (STSS), au nom d'un prétendu « *nouveau contrat social* » !

Avec leurs organisations syndicales, en s'appuyant sur le 22 mars, ils organisent la résistance en dressant leurs revendications qui se heurtent aux plans de destruction programmés du statut et de l'hôpital public. ■

Informations – Informations – Informations

AIR FRANCE Grève pour les revendications salariales

Paris, 26 mars 2018 (AFP) – Le bras de fer à propos des salaires se durcit à Air France avec un nouvel appel à la grève lancé lundi par onze syndicats de tous métiers, pour les 3 et 7 avril, en plus de l'arrêt de travail prévu vendredi (...).

« *Nous allons durcir le rythme des mouvements* » face à une direction qui, « *en n'apportant aucune réponse concrète* » aux revendications exprimées les 22 février et 23 mars, « *campe sur ses positions et cherche la division* », indiquent dans un communiqué les organisations de pilotes (SNPL, SPAF, Alter), d'hôtesse et de stewards (SNPNC, Unsa-PNC, CFTC, SNGAF) et de personnels au sol (CGT, FO et SUD). Cette intersyndicale réclame toujours « *une augmentation générale de 6 % des grilles de salaire afin de rattraper l'inflation* » accumulée depuis 2011, date de la dernière augmentation générale, disent ces syndicats.

Sans être membre de l'intersyndicale, l'Unac (représentative parmi les hôtesse et les stewards) appelle également à la grève les 3 et 7 avril. ■

FINANCES PUBLIQUES PARIS Solidaires, CGT et FO : « Le 3 avril : on continue ! »

Toutes et tous en grève et en manifestation : pour la défense du service public et du statut ! Contre le démantèlement de la DGFIP ! Près de 40 % des agent.es de la DGFIP étaient en grève ce jeudi 22 mars 2018, plusieurs départements ont dépassé les 50 % de grévistes !

Cette forte mobilisation dans notre administration illustre et confirme le sentiment de ras-le-bol des personnels face aux suppressions d'emplois, à l'abandon de nos missions, à la dégradation de la qualité du service public qui en découle. Ils, elles refusent la détérioration de leurs conditions de travail et la remise en cause de leurs droits et garanties. ■

Les discussions ont démontré la détermination des collègues à poursuivre la mobilisation pour faire plier le gouvernement. Solidaires, CGT et Force ouvrière Finances publiques Paris vous appellent à être en grève le 3 avril. ■

Grève dans le traitement des déchets

La Fédération CGT des services publics et la Fédération CGT des transports ont déposé un préavis de grève reconductible public-privé de la filière collecte et traitement des déchets à partir du 3 avril et ont établi un cahier de revendications.

Dans le tract d'appel, elles écrivent : « *Dans le prolongement du mécontentement général exprimé le 22 mars, pour nos revendications, à partir du 3 avril prochain, privé-public, tous ensemble, bloquons nos dépôts, nos services, nos usines, nos machines, jusqu'à l'obtention de nos revendications légitimes.* » ■

ÉDITORIAL

74 %

Cécile Kohler,
membre du bureau national du POI

À la veille du 22 mars, un sondage pour BFM TV indiquait que 74 % des Français trouvent la politique du gouvernement injuste.

Une politique qui mène à ce que les hôpitaux tuent : en Guadeloupe, plusieurs dizaines de morts ces derniers mois par « manque de matériel ». En France, la présidente de la Société française de médecine d'urgence, la docteur Agnès Ricard-Hibon, déclare au *Parisien* (25 mars) : « *Aux urgences, l'attente d'un lit d'hospitalisation sur un brancard tue.* » Selon le quotidien, depuis le début de l'année, sur l'ensemble du territoire, 220 patients, par nuit, dorment sur des brancards.

Une politique qui, dans la continuité des gouvernements précédents, multiplie les contre-réformes pour liquider, à marche forcée, les services publics et tous les acquis de 36 et de 45.

Le 22 mars, des centaines de milliers de fonctionnaires, cheminots, retraités, étudiants et lycéens ont manifesté pour défendre les services publics, les garanties statutaires, les diplômes nationaux, l'école républicaine.

Les cheminots se sont mis en grève massivement, les assemblées générales étaient nombreuses, « *soudées autour de l'exigence du maintien du statut, du refus de la transformation en société anonyme et de l'ouverture à la concurrence* » (déclaration du bureau national du POI du 25 mars).

Le lendemain, à Bruxelles, le président Macron, qui s'apprête à recourir de nouveau aux ordonnances, déclare que ces mouvements « *ne sont pas de nature à conduire le gouvernement à revenir sur ce qui a commencé à être mis en œuvre.* »

Une déclaration qui résonne comme celle du ministre Juppé « droit dans ses bottes » en 1995, balayé par le mouvement puissant des cheminots et la mobilisation de l'ensemble des travailleurs dans le pays pour défendre la Sécurité sociale et les retraites.

Certains annonçaient une faible mobilisation, donnant d'avance une explication : les travailleurs n'iraient pas car ils craignent l'absence d'issue politique et la menace de la montée de l'extrême droite.

Les centaines de milliers de travailleurs qui se sont mobilisés leur ont donné tort. La peur n'est pas de leur côté.

Que certains le veuillent ou non, le 22 mars marque une rupture avec le gouvernement Macron. Il marque le refus de la « concertation » avec ce gouvernement aux ordres du capital. Il marque la volonté de préserver l'indépendance des organisations syndicales.

Le 23 mars, les personnels d'Air France se sont mis en grève. Le 30, une grève massive s'annonce à Carrefour. Le 3 avril, les cheminots se réunissent en assemblées générales pour se mettre en grève et décider des modalités de la reconduction.

Dans cette situation, tout le monde se pose la question : comment faire plier ce gouvernement qui ne tient pourtant qu'à un fil ? *Informations ouvrières* a toute sa place pour mener largement cette discussion.

Est-elle dans « l'union des gauches » avec le mouvement de Hamon, « Génération.s » ? Hamon, ministre de l'Éducation du précédent gouvernement, délogé et balayé au premier tour de la présidentielle ? Avec Pierre Laurent qui, à peine les résultats du premier tour publiés, a appelé à voter Macron ? Avec ceux qui ont participé à la mise en place de RFF (le ministre Gayssot, PCF, en 1997) ?

Est-elle dans la poursuite de la construction du rapport de force, sur le terrain de la lutte de classe ?

Est-elle dans la construction d'une force politique indépendante, véritable représentation de la classe ouvrière ?

C'est l'enjeu des discussions dans les réunions du POI mais c'est aussi l'enjeu des discussions dans le Comité national de résistance et de reconquête qui s'est tenu le 24 mars et qui vont se poursuivre dans les comités départementaux auxquels participent des militants de tous horizons.